

raient pas être réduits ou si on ne pourrait pas lui fixer des objectifs qu'elle puisse atteindre plus efficacement et effectivement?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, nous avons dit à la Chambre que nous allions instituer une enquête dans le domaine du bœuf et du bétail. Je m'attends à une annonce des commissaires sous peu.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, j'ai une autre question supplémentaire découlant de la déclaration de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires, selon qui on pourrait éviter ces augmentations en réduisant les dépenses et la demande de revenu. J'aimerais demander au premier ministre si le secteur de l'alimentation de notre économie va participer aux pourparlers gouvernementaux visant à établir un consensus national sur l'inflation quand ces recherches commenceront l'année prochaine. Le gouvernement a-t-il des propositions à présenter à l'industrie en vue de contenir les prix alimentaires? Le groupe d'action qu'a mentionné le ministre des Finances s'occupe-t-il de mettre au point une telle politique de restriction, ou laisse-t-on toute l'initiative au doux ministre de l'Agriculture?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, les réunions sont organisées avec l'industrie aux niveaux de la production et de la distribution. Elles font partie du mode général de consultations dont il a été question à la Chambre et bien entendu, l'excellent et bienveillant ministre de l'Agriculture s'occupera des réunions concernant la production. D'autres ministres, notamment le ministre de la Consommation et des Corporations ainsi que le ministre de l'Industrie et du Commerce, s'occuperont des réunions au niveau de la distribution.

DEMANDE D'EXPOSÉ DES MESURES ENVISAGÉES EN FAVEUR DES ÉCONOMIQUEMENT FAIBLES

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné que la hausse des prix des produits alimentaires pour la présente année et les majorations anticipées pour l'an prochain par la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires et le président de Dominion Stores dépassent sensiblement le programme d'indexation du gouvernement ainsi que les autres mesures budgétaires annoncées par le ministre des Finances, quelles nouvelles mesures le gouvernement se propose-t-il de prendre, afin d'aider les familles à faible revenu qui seront touchées par une nouvelle hausse des prix des produits alimentaires.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je regrette, mais j'ai manqué le début de la question. Je ne me suis pas rendu compte qu'elle m'était adressée. Le député parle de mesures. La Chambre est saisie de certaines mesures qui figureraient dans le budget. J'espère qu'elles seront adoptées très rapidement.

M. McGrath: Monsieur l'Orateur, peut-être puis-je poser la même question au ministre des Finances. Étant donné que les augmentations actuelles des prix alimentaires et les prévisions d'augmentation des prix avancées par la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires, selon lesquelles l'augmentation devrait dépasser 30 p. 100 sur une période de deux ans, dépassent de loin l'indexation annoncée par le ministre et d'autres mesures telles que l'augmentation des paiements du bien-être social, le gouvernement envisage-t-il de nouvelles mesures pour aider les salariés à faible revenu et les personnes à

Questions orales

revenu fixe qui souffriront réellement des conséquences des augmentations des prix alimentaires?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le député parle en ce moment comme si ces prévisions s'étaient réalisées. Il devrait se souvenir que ces chiffres de prix alimentaires, s'ils se réalisent, s'inscriront dans l'ensemble des chiffres du coût de la vie. Les pensions de vieillesse et les allocations familiales sont indexées par rapport à ces chiffres, et le budget comporte en outre d'autres mesures telles qu'une augmentation considérable du revenu personnel disponible à partir du 1^{er} janvier, où les allègements fiscaux se feront sentir dans les déductions des feuilles de paie. C'est certainement une mesure de secours qui profitera au consommateur, et en particulier au consommateur à faible revenu.

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À LA SUBVENTION AU LAIT DE CONSOMMATION

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, le ministre ne me semble pas comprendre ou mesurer la signification de ma question. Les personnes les plus affectées par l'augmentation des prix alimentaires sont les travailleurs à faible revenu et à famille nombreuse, et qui pour une grande part ne retireront aucun avantage des mesures fiscales du ministre. Ce sont ces gens qui me préoccupent. Ils constituent une part assez importante de notre population. Le gouvernement est-il prêt à présenter de nouvelles mesures pour aider les salariés à faible revenu et ayant famille nombreuse qui ne retireront aucun avantage des programmes annoncés jusqu'à présent par le ministre? Pour commencer, le ministre est-il prêt à réintroduire la subvention au lait de consommation?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, nous allons étudier la situation. Le député a mal compris une partie de ma réponse. Je parlais de certaines des allocations et des pensions déjà indexées sur le coût de la vie.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LES PRÉVISIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À LA TENDANCE À LA HAUSSE

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je pose ma question au ministre des Finances. Son ministère a-t-il fait quelques prévisions en ce qui concerne l'augmentation des prix des aliments ainsi que dans d'autres secteurs? Quelle que soit la réponse du ministre à cette partie de ma question, pourrait-il nous dire s'il estime aussi, comme la commission de surveillance du prix des produits alimentaires, que les efforts de l'industrie alimentaire visant à combattre l'inflation ne peuvent être séparés des efforts en vue de combattre l'inflation dans l'économie en général?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne nos propres prévisions, le député sait que nous n'en faisons que lorsque nous sommes capables de reconnaître les variables réellement en jeu. C'est pourquoi nous donnons une estimation de la croissance économique et du nombre total de nouveaux emplois le soir du budget. Dans le cas des taux d'inflation et de chômage, j'ai déjà expliqué plusieurs fois au député